

Situation humanitaire en République Démocratique du Congo Note d'information à la presse, 17 juillet 2013

La communauté humanitaire préoccupée par la protection des civils dans la périphérie de Goma (Nord-Kivu).

- La communauté humanitaire du Nord-Kivu reste préoccupée par les derniers développements sécuritaires dans la périphérie de la ville de Goma. Les mouvements de population restent limités d'autant plus que la population avait déjà fui les zones de combats lors des affrontements du mois de mai. Cependant, quelque 420 ménages – environ 2 000 personnes – seraient arrivées à Goma et se trouveraient majoritairement dans des églises et des écoles. Les évaluations sont en cours. Les combats en cours entre l'armée nationale et le groupe armé M23 font peser sur les populations civiles des risques de protection. En début de semaine, le Coordonnateur de l'action humanitaire en République Démocratique du Congo, M. Moustapha Soumaré, avait insisté que la récurrence des combats à proximité des zones habitées pose un sérieux problème de protection pour des milliers de personnes et risque d'avoir de graves conséquences humanitaires. Les acteurs humanitaires réévaluent actuellement des sites potentiels d'accueil des déplacés en provenance d'autres sites ou camps pouvant se trouver près des zones de combat.

Près de 160 000 personnes vivent dans des camps et sites autour de la ville de Goma. La plupart d'entre elles se sont déplacées depuis la chute de Goma au mois de novembre dernier.

Plus de 66 000 personnes ont fui en Ouganda à la suite de la détérioration de la situation sécuritaire au nord de Beni (Nord-Kivu).

- Quelque 66 000 personnes se sont réfugiées en Ouganda au cours de derniers jours, fuyant les affrontements entre l'armée nationale et un groupe armé au nord-est de Beni. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), seuls 30 000 ont été effectivement enregistrés jusque-là. Une partie de la population se serait réfugiée dans la forêt. Les difficultés d'accès dans la zone ne permettent pas d'évaluer leur nombre et leur situation. Par ailleurs, des pillages systématiques y sont rapportés. Les structures médicales n'ont pas été épargnées à l'instar de l'Hôpital général de référence de Kamango dont le dépôt a été pillé et détruit.

A Beni, la communauté humanitaire a mis en place une cellule de crise afin de suivre l'évolution de la situation et actualiser les informations sur la situation à Kamango.

Des cas suspects de fièvre jaune à Kasongolunda, dans le Bandundu.

- Depuis la mi-juin de cette année, 13 cas suspects de fièvre jaune dont un a été confirmé positif par le laboratoire de l'INRB ont été enregistrés dans le Territoire de Kasongo-Lunda, dans le District du Kwango (Province du Bandundu). D'autres prélèvements sont en cours. Ces cas sont répartis dans six aires de santé. Trois personnes atteintes ont moins de cinq ans et une autre est un prisonnier. Des actions de sensibilisation sont actuellement menées et l'investigation épidémiologique des cas est en cours. Pour rappel, la semaine dernière, une campagne de vaccination contre la fièvre jaune a été organisée dans le District sanitaire de Kabinda, au Kasai Oriental, où 51 cas suspects de fièvre jaune dont 19 décès ont été rapportés cette année.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

Yvon Edoumou, Chargé de l'Information publique et plaidoyer, Tél. +243970003750, edoumou@un.org
Médard Lobota, Chargé des affaires humanitaires associé, Tél. +243 99 290 66 33, lobota@un.org
Sylvestre Ntumba Mudingayi, Chargé de l'Information Publique adjoint, Tél. +243 99 884 53 86, ntumbamudingayi@un.org